



PÉPITES D'OR VOLÉES AU MUSÉUM : JUSTE UN MALHEUREUX FAIT DIVERS ?

Le vol de pépites survenu il y a plus de 6 mois au Muséum a profondément ébranlé les personnels. Attachés à leur établissement, tous ont eu conscience que le Muséum avait failli à sa mission fondamentale de conservation de biens scientifiques, par nature inestimables et irremplaçables, que la nation lui avait confiés. Ce vol, intervenu dans la foulée d'une cyberattaque dont les effets dévastateurs continuent de perturber le quotidien des agents et nuisent gravement à l'image du Muséum, a renforcé un sentiment de découragement qui se répand : perte du sens des actions menées, injonctions contradictoires, erreurs de management, absence manifeste de stratégie, multiplication des procédures disciplinaires et des situations de stress au travail. Pressurés, souvent isolés et négligés lorsqu'ils alertent sur leurs conditions de travail, les personnels ont raison de s'inquiéter. Le vol des pépites et la façon dont cette affaire a été gérée ne sont peut-être pas de nature à les rassurer.

QUAND ON NÉGLIGE LA FONCTION DE SURETÉ/SÉCURITÉ...

Depuis plusieurs années, le SNIRS CFE-CGC interpelle la présidence du Muséum sur la nécessité de disposer de moyens supérieurs pour la sécurité et la sûreté. Nous avons, entre autres, dénoncé la baisse des effectifs d'agents réellement opérationnels (24/24, 7/7). La stabilité, voire la légère augmentation, de leur nombre dont se targue la direction du Muséum ne se fonde que sur un état annuel global, logiquement dopé par les opérations extraordinaires, du type Illuminations qui nécessitent ponctuellement la présence d'agents supplémentaires. En réalité, le nombre de ceux qui sont réellement affectés aux tâches de fond quotidiennes et tout au long de l'année diminue, plusieurs lieux ne bénéficient plus de rondes nocturnes, par exemple.

La commission d'enquête sur la protection du patrimoine national et la sécurisation des musées constituée par la commission des Affaires culturelles et de l'Éducation de l'Assemblée nationale aurait pu contribuer à nous rassurer. Or, l'audition de la présidence du Muséum dans ce cadre (1) démontre une déconnexion. Loin d'avoir pris la mesure de l'effet dévastateur de l'événement sur les personnels et l'image de l'établissement, la présidence se place en surplomb par rapport à l'émoi du personnel (2). Cette attitude soulève de nombreuses questions auxquelles le SNIRS CFE-CGC demande des réponses.

SÉCURITÉ ET SÛRETÉ : DES SUJETS MAL IDENTIFIÉS AU MUSÉUM ?

De l'aveu même du président du Muséum, la sécurité n'a pas jusqu'ici fait l'objet d'un plan stratégique ou d'un schéma directeur, et cette question n'était examinée ni par le conseil d'administration (CA) ni par le conseil scientifique, mais uniquement par le comité social d'administration (CSA) ; soulignons que ce fut d'ailleurs généralement à la demande des élus du personnel. Les élus SNIRS CFE-CGC ont réclamé un tel plan et le président lui-même avait paru esquisser un pas, certes timide, en ce sens lors de la séance du CA du 4 décembre 2025.

Contrairement à d'autres établissements également Musées de France, cette question n'est pas même évoquée dans le Projet Scientifique et Culturel (PSC) du Muséum de 2022, que nous avons

alors largement critiqué tant sur la forme que sur le fond. De même, il n'est pas démontré que le directeur de la sécurité du Muséum ait eu des interactions avec ses homologues d'autres établissements similaires ou avec la Missa (Mission sécurité, sûreté et audit du ministère de la Culture) : cela n'est pas mentionné par les responsables du Muséum, qui indiquent au contraire s'être « renseignés » et avoir contacté la Missa après le vol survenu au Muséum à la mi-septembre (3). Enfin, la présidence mentionne l'existence de plusieurs audits de sécurité conduits au Muséum. À l'évidence, tous les enseignements n'en ont pas été tirés. En revanche, il est acquis que ces expertises n'ont été communiquées à aucune des instances qui régissent la vie de l'établissement.

DES MESURES DE SÉCURITÉ NOTOIREMENT INSUFFISANTES APRÈS LA CYBERATTAQUE ?

Les personnels du Muséum ne le savent que trop, la cyberattaque de juillet 2025 continue de faire sentir ses conséquences. En mettant à mal les systèmes de surveillance et de vidéoprotection, les cyberattaques constituent un danger majeur pour la sûreté des collections exposées. Ce risque est bien identifié par tous les musées (4). De fait, la cyberattaque sur le Muséum avait détruit les reports d'alarme et la vidéosurveillance laissant la Galerie de Géologie et de Minéralogie dans un état de grande vulnérabilité (5), insuffisamment compensé par la mise en place de rondes nocturnes espacées de deux à trois heures et parfaitement prévisibles, selon les mots mêmes du DGD-R, puisqu'elle se conformaient à un chemin balisé (6). Les alarmes, qui se sont déclenchées à l'intérieur de la Galerie, n'ont pas été entendues à l'extérieur (7) et n'ont pas empêché la voleuse de poursuivre son travail : elles n'étaient, semble-t-il, pas réglées à la puissance maximale (8).

Pourquoi la Galerie de Géologie et de Minéralogie qui recèle de nombreux trésors n'a-t-elle pas fait l'objet d'une protection renforcée toute particulière suite à la cyberattaque (9) ? Pourquoi un audit de la Missa n'a-t-il pas été diligenté ?

Cette situation apparaît singulière rapportée aux mesures mises en place par le Musée du Quai Branly qui, quoique hors contexte de cyberattaque, a pris des précautions renforcées pour présenter des pépites d'or, empruntées au Muséum (!), dans le cadre de l'exposition *Au fil de l'or* (10).

RESTE-T-IL DES ÉLÉMENTS À APPORTER ?

L'audition par l'Assemblée nationale des auteurs de l'enquête administrative sur le vol survenu au Louvre le 19 octobre 2025 est d'une grande précision sur la succession des événements (11). En revanche, après l'audition de la présidence du Muséum certaines imprécisions subsistent :

- Combien de temps a duré le vol ? Le DGD-R parle de « quelques dizaines de minutes » (12), alors que la presse indique que la voleuse s'est introduite dans le musée vers 1h du matin pour en ressortir vers 4h (13).
- Pourquoi le vol n'a-t-il pas été interrompu par une ronde des gardiens censés passer sur ce lieu stratégique toutes les « deux à trois heures » selon le DGD-R (6) ? De fait le vol n'a pas été découvert dans la nuit, mais seulement le matin vers 10h par l'employée de ménage selon la presse (13), alors même que la voleuse avait laissé son matériel sur place. Comment cela est-il possible ?
- Pourquoi le dispositif R@MSES reliant la Galerie de Géologie et de Minéralogie à la police n'a-t-il pas fonctionné ? Le président du Muséum indique que l'établissement a fonctionné en « mode dégradé » pendant plusieurs semaines, suite à la cyberattaque, mais que, depuis le vol, les reports d'alarme, la vidéosurveillance et la connexion à la police ont été rétablis (14). Cependant, selon le site de la plateforme R@MSES du ministère de l'Intérieur (15), ce dispositif repose sur le Réseau MPLS IP® d'Orange, lequel offre une connectivité sécurisée. Il n'aurait donc pas dû être affecté par

la cyberattaque du système central du Muséum. Dès lors pourquoi a-t-il eu besoin d'être « rétabli » ? Aurait-il été coupé pour d'autres raisons ? Ce n'est sans doute pas pour des questions financières, car son coût pour l'établissement était dérisoire d'après la présidence suite aux interrogations du SNIRS CFE-CGC au CSA du 11 décembre 2025.

NOUS CONTINUONS À LE RÉPÉTER :

DES ACTIONS DE FOND SONT NÉCESSAIRES POUR ASSURER LA SÉCURITÉ DES BIENS ET DES PERSONNES

Le SNIRS CFE-CGC partage le constat de la présidence que l'état de vétusté de nombreux locaux est un obstacle à leur sécurisation et à la conservation des collections dans de bonnes conditions. Il considère cependant que la regrettable mise en pause de la rénovation de la Galerie de Géologie et de Minéralogie ne saurait être considérée comme la cause première du vol catastrophique qui s'y est déroulé à la mi-septembre.

Le SNIRS CFE-CGC demande **un renforcement des services de sécurité et sûreté du Muséum avec des agents propres à l'établissement** présents 24/24 dans les galeries, le tout numérique ayant clairement démontré sa vulnérabilité.

Le SNIRS CFE-CGC demande que les postes ainsi ouverts présentent **des garanties en termes de carrière et de rémunération** en vue d'attirer et de retenir les agents dont l'établissement a besoin.

Le SNIRS CFE-CGC réitère sa demande d'un schéma directeur de sécurité et de sûreté pour l'établissement, élaboré collectivement avec l'ensemble des services et prenant en compte l'ensemble des missions du Muséum. Ce plan devra garantir une présence d'agents suffisante pour assurer la sécurité des biens et des personnes. Plus de six mois après le vol, rien n'a encore été engagé sur ce point.

Le SNIRS CFE-CGC demande, enfin, qu'**une lettre de cadrage** accompagne la fiche de poste du futur directeur ou de la future directrice de la sécurité du Muséum.

Le SNIRS CFE-CGC restera vigilant sur l'ensemble de ces points.

10 avril 2026

(1) https://videos.assemblee-nationale.fr/video.18246293_6989e66b0eb13?timecode=7786540

(2) M. Gilles Bloch (2h24'34'') « Le Muséum national d'Histoire naturelle a aussi été victime d'un cambriolage à la mi-septembre, qui a beaucoup beaucoup remué les personnels ».

(3) M. Gilles Bloch (2h50'21'') : « on s'est renseignés et on a très vite contacté la Missa, qui est venue faire une mission flash chez nous pour nous aider à faire un diagnostic plus précis, avec plus de compétences et à préparer des contre-mesures ».

(4) M. Luc Allaire, secrétaire général du ministère de la culture et haut fonctionnaire de défense et de sécurité (HFDS). « La clé du cambriolage à l'avenir résidera dans les cyberattaques : il suffit d'annihiler tous les systèmes de surveillance et de vidéoprotection ou d'attaquer le poste de commandement (PC) pour entrer au Louvre bien plus facilement qu'en cassant une vitre. » M. Jean-Emmanuel Maury. « Les attaques de demain viseront à faire tomber les défenses, qui sont essentiellement pilotées par voie numérique, avant d'attaquer à la meuleuse ». (Enquête sur la protection du patrimoine national et la sécurisation des musées : auditions du jeudi 15 janvier 2026. https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/17/comptes-rendus/cion-cedu/l17cion-cedu2526033_compte-rendu.pdf)

(5) M. Gilles Bloch (2h51'12'') : « Avec des moyens finalement assez limités, un cambrioleur a pu pénétrer dans le bâtiment faire fondre et détruire des vitrines donc, objectivement, il y avait des vulnérabilités, mais qui n'avaient pas été détectées par un audit spécialisé un peu plus d'un an auparavant. ». (2h54'50'') : « Le mode d'intrusion n'a rien d'extraordinaire : la personne qui s'est introduite dans la Galerie de Géologie et de

Minéralogie a scié avec une meuleuse une première porte en bois qui était sur le périmètre extérieur du bâtiment, a scié une deuxième porte qui donnait accès à la salle des Trésors de la Terre et elle avait avec elle un chalumeau qui lui a permis de travailler sur la vitrine avec le temps qu'il fallait pour que ça fonde. Je pense qu'un audit plus pointu aurait pu détecter ce type de fragilités – je parle de cet audit de mai 2024 réalisé par un cabinet privé spécialisé : ces risques étaient parfaitement identifiables. ».

(6) M. Emmanuel Skoulios (3h00'33'') : « On avait des rondes humaines, des agents de sécu du Muséum qui faisaient des rondes dans le jardin avec un parcours pré-identifié – ils balisent à chaque endroit où ils passent que l'on estime être important. [...] Une ronde prend deux à trois heures pour un agent. Quand il est à un endroit du jardin il peut se passer deux heures avant que le suivant y repasse. C'est ce qui s'est passé le soir du cambriolage, malheureusement. »

(7) M. Gilles Bloch (2h57'20'') : « Le cambriolage a eu lieu avec des alarmes qui se sont déclenchées mais qui n'ont pas été entendues de l'extérieur de la galerie et le report d'alarme ne fonctionnait pas, donc un contexte très particulier. ».

(8) M. Gilles Bloch (3h04'32'') : « Tout ça a été regardé en vérifiant et en maximisant le niveau des alarmes, parce que c'étaient des sujets qui n'avaient pas été testés. »

(9) M. Gilles Bloch (2h57'34'') : « Rétrospectivement, on aurait pu – et on le regrette – mettre des gardiens H24 dans les locaux mais tout simplement cela n'a pas été jugé impératif »

(10) Mme Angélique Delorme, directrice générale déléguée adjointe du musée du Quai Branly Jacques Chirac (2h46'56'') : « Pour l'exposition qui s'appelait « Au fil de l'or » avec des pépites d'or, nous avons prévu à la fois une mise à distance, une détection rapprochée des objets qui vraiment hurlait, était très dissuasive et de la surveillance humaine 24 h sur 24 au niveau des pépites d'or, ce qui nous a permis d'assurer leur sûreté. »

(11) https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/17/comptes-rendus/cion-cedu/l17cion-cedu2526042_compte-rendu.pdf

(12) M. Emmanuel Skoulios (3h00'18'') : « Le cambriolage est intervenu la nuit [...] l'intervention a duré quelques dizaines de minutes sur la vitrine concernée au Muséum ».

(13) <https://www.radiofrance.fr/franceinfo/podcasts/les-documents-franceinfo/vols-de-pepites-au-museum-d-histoire-naturelle-de-paris-un-chinoise-de-24-ans-arretee-avec-1-kg-d-or-fondu-1307808> -

https://www.franceinfo.fr/faits-divers/vol-de-pepites-d-or-au-museum-national-d-histoire-naturelle-une-chinoise-de-24-ans-mise-en-examen_7566865.html -

<https://france3-regions.franceinfo.fr/paris-ile-de-france/paris/insolite-le-museum-d-histoire-naturelle-victime-d-un-vol-de-600-000-euros-en-pieces-d-or-en-pleine-nuit-3218090.html>

(14) M. Gilles Bloch (3h04'51'') : « Aujourd'hui, bien évidemment, il y a des rondes qui sont revenues à ce qui existait précédemment parce qu'on a pu remettre en route les reports d'alarme, les vidéosurveillances sur le poste de sécurité. On a remis en route la connexion vers le poste de police local avec lequel on a des relations de travail. Tout ça a été en quelques jours – quelques semaines suivant les mesures – remis en place. »

(15) <https://www.ramsesng.com/>